



*Madame la DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D,*

Partout dans le monde, les idées réactionnaires et les réflexes de repli sur soi progressent ; la tendance est au réarmement ... même dans les discours du président ... et à l'aggravation des tensions entre les grandes puissances. La guerre en Ukraine continue, le supplice du peuple Palestinien aussi tandis que les guerres oubliées, les guerres silencieuses du Yemen à l'Afrique grossissent le flot des douleurs du monde. Ces tristes réalités bouleversent le quotidien des enseignant.es chargé.es de transmettre les valeurs humanistes et le respect du droit qui sont censés être aux fondements de notre République.

C'est pourquoi la FSU et la CGT prennent toute leur place dans la mobilisation citoyenne pour la paix, le respect du droit international et le retour des otages.

Et dans ce climat délétère, le moins que l'on puisse dire est que notre gouvernement n'est pas en reste dans la course à l'échalote réactionnaire, en témoigne la Loi immigration votée afin de chasser sur les terres électorales de l'extrême-droite. Sur ce terrain là aussi, la FSU 77 et la CGT Educ'Action 77 s'inscrivent pleinement dans la mobilisation, fidèles à leur combat contre les idées d'extrême-droite, contre une loi, retoquée au Conseil Constitutionnel, qui n'aboutira, en faisant le lit du RN, qu'à mettre un peu plus en difficulté des milliers de familles et d'enfants en rendant encore plus difficile leur accès à un logement, à des soins, à une vie décente, sans oublier nos collègues contractuel.es étrangers toujours plus insécurisé.es. Ces enfants sont nos élèves et nous mesurons chaque jour les conséquences de la précarisation de leurs parents sur leurs capacités d'apprentissage voire leur développement psychique. Nous sommes extrêmement inquiet.es et révolté.es, de voir ainsi la préférence nationale entrer dans la tête de gouvernants qui s'essuient les pieds sur l'égalité qui orne les frontispices de nos mairies !

Sur le front de l'éducation, les choses sont à l'avenant ! Après 5 mois passés d'un

Ministère de l'Éducation appréhendé comme un marche-pied vers le pouvoir, M. Attal s'en va poursuivre sa carrière politique. Le "Bilan" est amer, puisque le ministère s'est retrouvé au centre du jeu politique, simple jouet servant à flatter les préjugés d'une partie de la population : hyper-médiatisation de l'Abaya, uniforme de camouflage à l'école, réaffirmation de l'autorité, "choc des savoirs" après une pseudo consultation cousue de fil blanc, etc... Les cabinets en conseils médiatiques ont sorti tous les dispositifs de "bidules médiatiques qui servent à occuper le terrain". Rien de tout cela ne permettra de faire face aux défis qui sont les nôtres. Parmi les mesures et annonces démagogiques, on en trouve aussi d'autres plus pernicieuses, directement puisées dans les idées d'extrême droite, qui constituent un pas de plus vers une école qui assume de plus en plus son caractère inégalitaire et de tri social, mais aussi la précarisation du métier par le recours à des contractuels non-formés et la mise sous tutelle de la liberté pédagogique (groupes de niveaux au collège qui vont toujours plus stigmatiser les élèves en difficultés tout en détruisant les conditions de travail de nos collègues du second degré, création de classe prépa-lycée faisant du DNB un examen d'orientation post 3ème , méthodes obligatoires, labellisation des manuels etc.)

Ainsi, nous avons eu connaissance par la presse de la mise en place de l'expérimentation du port de la tenue unique sur une école du département. Quelle a été la concertation? Financée dans la démarche du CNR éducation "Notre école faisons-la ensemble", cette tenue vestimentaire idéalise une école passéiste et réactionnaire... en investissant des sommes considérables au détriment des moyens pédagogiques. Quelle hypocrisie de savoir que certaines communes vont dépenser plus par élèves pour des morceaux de tissu que pour les fournitures aux élèves.

Et la nouvelle ministre n'est pas en reste ! A peine ses fonctions prises, Mme Oudéa-Castera a réussi l'exploit de se mettre à dos la profession en étalant toute sa morgue de classe, dénigrant dans le même geste (et qui plus est de manière mensongère si l'on en croit la presse) une collègue, un établissement et au-delà l'école publique dans son ensemble, alors même qu'elle fait partie d'un gouvernement qui est aux affaires pour la 7ème année. Années pendant lesquelles il a consciencieusement prolongé la casse néolibérale des services publics de ces 30 dernières années.

Ne soyons pas injustes, elle n'est pas la première de nos gouvernants à participer au dualisme scolaire organisé par l'État au frais du contribuable (10 Mds d'euros chaque année tout de même) et qui tue notre école publique à petit feu. Grâce au forfait d'externat que la région Île-de-France verse aux lycées privés, conformément à la loi, ces établissements ont

reçu 12,5 millions de subventions facultatives pour financer des travaux de rénovation.

Par contre, cette affaire met la lumière sur l'hypocrisie de notre classe politique, car enfin, il ne s'agit pas de n'importe quelle école privée, mais d'une école qui a fait l'objet d'un rapport d'inspection accablant, qui développe une politique de non-mixité, d'homophobie structurelle, qui fait du prosélytisme, une école dans laquelle des intervenants peuvent faire la promotion des thérapies de conversion, ou expliquer tranquillement que les foetus récupérés lors des avortements sont utilisés pour faire du doliprane. N'est-ce pas ce gouvernement qui a fait voter une loi contre le séparatisme ? Et bien, s'il ne veut pas galvauder les valeurs républicaines, qu'il l'applique ! Quant à la FSU-SNUipp et la CGT Educ'Action, nous rappelons notre mandat de nationalisation sans indemnité ni rachat de l'enseignement privé, ce qui aurait eu l'avantage d'éviter une vilaine polémique à notre ministre et son gouvernement !

Notre école n'a pas besoin d'un ministre à mi-temps qui comme ses prédécesseurs n'a que faire de la démocratisation scolaire, mais au contraire d'une politique acharnée, ambitieuse, sur le long terme. L'erreur de casting est manifeste et il est évident que Mme Oudéa-Castéra ne peut rester en poste en l'état.

Puisque la plupart des familles populaires ou de classe moyenne n'ont pas la possibilité comme notre ministre de choisir le confort ouaté de l'entre-soi bourgeois, elles font effectivement face à la dégradation de notre service public. Inclusion sans moyens (qui sera aggravée par le PAS et les mesures de l'acte II de l'inclusion), crise du recrutement et précarisation du métier par le recours aux contractuels, fermetures de classe, déclassement salarial des personnels enseignants et AESH. Les centaines d'alertes sociales déposées dans les départements, les milliers de témoignages recueillis par la FSU-SNUipp sur *la plate-forme "J'alerte"* en témoignent. Cela a sans nul doute contribué à faire en sorte que le gouvernement revoie sa copie en ramenant les suppressions de postes à 650 au lieu des 1709 prévues. La baisse démographique de 1,09% ne saurait justifier ces fermetures. Au lieu de profiter de la diminution de la pression démographique pour donner un peu d'air aux écoles, le gouvernement en profite pour faire de l'austérité budgétaire.

Même constatation sur le front des salaires : toute politique de redressement de l'école ne pourra faire l'économie d'un choc salarial visant à récupérer les 27% de pouvoir d'achat perdus depuis 2000 et à endiguer la crise du recrutement. De façon immédiate, le PACTE, bricolage délétère instaurant le paiement à la tâche pour des enseignants déjà

surchargés, doit être aboli et l'enveloppe de 1,1 milliards prévue doit être reversée sur la revalorisation inconditionnelle.

Le plan d'urgence dont nous avons besoin doit marcher sur ces deux jambes : augmentation massive des salaires et amélioration des conditions de travail.

Dans notre département, les 60 postes alloués par le ministère et les choix de répartition des moyens que vous opérez Madame la Directrice académique permettent une démarche initiée l'an dernier pour réduire les écarts au sein de l'académie.

Cependant, nous constatons aucune évolution à l'égard des postes RASED. Comment imaginer une réelle prévention ! Les besoins dans l'ordinaire ne sont toujours pas couverts. En embauchant plus de 430 contractuel.les vous indiquez vous-même qu'ils manquent plus de 400 postes.

La priorité est-elle l'affichage d'avancées sur les promesses présidentielles ou d'une politique d'éducation prioritaire cohérente dans le département ?

Trop souvent, les enseignant.es de maternelle doivent accueillir des élèves à besoin particuliers sans moyens, le temps de repérer les difficultés, de convaincre les parents, de lancer les procédures de reconnaissance de handicap.

Il reste toujours une grande absente: la prévention. Pourtant elle devrait être au centre de nos préoccupations. Elle est au cœur des missions des enseignants spécialisés : ce sont des postes et des départs en formation RASED qu'il faut massivement créer.

Pour refuser cet état de fait, pour de vraies augmentation de salaire à la hauteur des pertes subies, pour une vraie école inclusive, à rebours des bricolages prévus par l'acte II de l'école inclusive avec, mais pas seulement, le recrutement sous statut d'AESH, pour de meilleures conditions de travail, contre le mépris d'une ministre qui dénigre l'école publique.

Nous appelons l'ensemble de la profession à construire le rapport de force, ce qui commence par se mettre massivement en grève le 1er février !

Madame la DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA-D, merci de votre écoute.

